

COUR DES ASSURANCES SOCIALES

Décision du 21 septembre 2011

Présidence de M. DIND, juge unique
Greffier : M. Germond

Cause pendante entre :

G._____, à Baden, demanderesse, représentée par Me Philippe Nordmann, avocat à Lausanne,

et

X._____**Sàrl**, à Aigle, défenderesse.

Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD

Vu la demande déposée le 17 mars 2011 par la G. _____ (ci-après: la demanderesse) à l'encontre de X. _____ Sàrl (ci-après: la défenderesse),

vu l'écriture déposée le 7 avril 2011 par la défenderesse,

vu les courriers des 26 avril et 28 juin 2011 de la demanderesse proposant une suspension de la cause à laquelle le juge instructeur a donné suite en suspendant la cause jusqu'au 15 septembre 2011,

vu la déclaration de retrait de la demande envoyée par la demanderesse le 8 septembre 2011;

considérant qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par suite de retrait de la demande, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi vaudoise sur la procédure administrative, RSV 173.36) applicable sur renvoi de l'art. 107 LPA-VD,

qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais de justice ni d'allouer de dépens (art. 73 al. 2 LPP [loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, RS 831.40]; 91 et 99 LPA-VD).

**Par ces motifs,
le juge unique
p r o n o n c e :**

- I. La cause est rayée du rôle par suite de retrait de la demande.
- II. Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens.

Le juge unique :

Le greffier :

Du

La décision qui précède est notifiée à :

- Me Philippe Nordmann (pour G. _____),
- X. _____ Sàrl,
- Office fédéral des assurances sociales (OFAS),

par l'envoi de photocopies.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral, RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF).

Le greffier :